

ORDRE EN CONSEIL

Ratifiant un Projet de Loi intitulé

Loi ayant rapport aux Débiteurs et à la Renonciation.

(Enregistré sur les Records de l'Île de Guernesey le
2 août 1929.)

[AVEC TRADUCTION.]



IMPRIME ET PUBLIE PAR LA
GUERNSEY "STAR" AND "GAZETTE" COMPANY, LTD.,
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE,
RUE DU BORDAGE.

1929.

VI.
1929.

ORDRE EN CONSEIL.

A LA COUR ROYALE DE L'ÎLE DE GUERNESY.

*Le deux août mil neuf cent vingt neuf, pardevant
Messire Havilland Walter de Sausmarez,
Baronnet, Bailiff; présents: Julius Bishop,
William de Prélaz Crousaz, Jean Allés Simon,
John Ernest Dorey, John Roussel, Richard
Francis McCrea, Osmond Priaulx Gallienne,
Geoffrey Alfred Carey, Ernest de Garis, Jean
Nicolas Robin et Sidney Beckwith Mainguy,
écuyers, Jurés.*

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 5 juillet 1929, ratifiant un projet de loi intitulé "Loi ayant rapport aux Débiteurs et à la Renonciation," la Cour après avoir eu lecture du dit Ordre, ouïes les conclusions des Officiers du Roi, a ordonné que le dit Ordre sera enregistré sur les Records de cette Ile, et viendra en force le trente septembre prochain, duquel Ordre la teneur suit :—

At the Court at Buckingham Palace,

The 5th day of July, 1929.

Present,

The King's Most Excellent Majesty

LORD PRESIDENT

EARL HOWE

EARL OF PLYMOUTH

VISCOUNT WOLMER

MR. SECRETARY HENDERSON

MR. SECRETARY WEDGWOOD BENN

SIR FREDERICK PONSONBY

MAJOR J. W. HILLS

SIR ELLIS HUME-WILLIAMS

LIEUTENANT-COLONEL H. SPENDER-CLAY

LORD JUSTICE SLESSER

MR. CRAIGIE MASON AITCHISON

SIR PHILIP SASSOON

SIR FRANCIS LOWE

MR. D. H. HACKING

MR. H. D. KING.

Whereas there was this day read at the Board

LE 2 AOUT 1929.

a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 27th day of June, 1929, in the words following, viz. :—

“**Your Majesty** having been pleased, by Your General Order of Reference of the 10th day of May, 1910, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey, setting forth :—

‘ 1. That by a resolution of the States of Deliberation of the 20th day of July, 1927, the Royal Court was requested to consider what alterations it was necessary to effect in the Law relating to Renunciation and Cession, and to report thereon to the States. 2. That on the 31st day of October, 1928, the report of the Royal Court, together with a draft Bill or *Projet de Loi*, was duly considered by the States, when a resolution was passed approving the principles upon which the said Bill was based, and also requesting the Royal Court to consider the advisability of having an English translation of the said Bill. 3. That accordingly on the 27th day of March, 1929, the *Projet* with English translation was considered by the Royal Court, when the following Act was passed : “ The Court, having heard the conclusions of the Law Officers of the Crown adopted a Bill or *Projet de Loi* intituled ‘ Law relating to Debtors and Renunciation,’ and ordered that the English translation of the said Bill adopted this day may be cited and used and shall have the same force and effect as the French version of the Law, and in case of ambiguity or conflict, the French text shall prevail : and the Bailiff was requested to submit the said Bill to the States for their approval.” 4. That the said Bill or *Projet de Loi*, submitted in accordance with the said Act of Court, was considered by the States on the 17th day of April, 1929, and approved finally on the

10th day of May, 1929, when the President was authorized to present a most humble Petition to Your Majesty in Council praying for Your Royal Sanction thereto. 5. That the said Bill or Projet de Loi is in the words and figures set forth in the Schedule hereunto annexed, together with the official translation. And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or Projet de Loi of the States of Guernsey intituled "Loi ayant rapport aux Débiteurs et à la Renonciation," and to order and direct that the same shall come into force within two months from the date of the registration of Your Majesty's Order in Council approving thereof.'

"The Lords of the Committee, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition and the said Projet de Loi into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty, that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition and to approve of and ratify the said Projet de Loi."

His Majesty, having taken the said Report into consideration is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said Projet de Loi, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law within the Island of Guernsey within two months from the date of the registration of this Order in the said Island.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and

Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

M. P. A. Hankey.

**'PROJET DE LOI" referred to in the foregoing
Order in Council.**

LOI AYANT RAPPORT AUX DÉBITEURS ET À LA RENONCIATION.

TITRE I.

EMPRISONNEMENT POUR DETTE.

ARTICLE I.

Sauf les exceptions spécifiées dans cet Article et dans l'Article III de cette loi personne ne sera à l'avenir arrêté au corps ou emprisonné pour le défaut de paiement d'une somme d'argent.

Sont exceptés de l'opération des dispositions ci-dessus :—

(1) Défaut de paiement d'une pénalité ou d'une somme d'argent de la nature d'une pénalité, autre qu'une pénalité en rapport avec un contrat ou accord.

(2) Défaut de paiement par un fidéi-commissaire ou par une personne agissant dans une capacité fiduciaire, d'une somme d'argent dans sa possession ou sous son contrôle que la Cour lui aura ordonné de payer.

(3) Défaut de paiement pour le bénéfice des créanciers d'aucune partie d'un salaire ou d'autre revenu dont la Cour Royale aura ordonné le paiement.

(4) Défaut de paiement de sommes d'argent en rapport avec le paiement desquelles la Cour est autorisée à ordonner emprisonnement.

Pourvu toutefois que dans les cas ci-dessus mentionnés personne ne sera emprisonné pendant une période excédant un an.

ARTICLE II.

La Cour pourra ordonner le paiement entier d'une dette à un jour fixe, ou elle pourra ordonner que paiement sera fait par acomptes de tels mon-

tants et à telles périodes qu'elle jugera convenables. Tout Acte de la Cour ordonnant paiement des dettes soit en un seul paiement soit par acomptes pourra être par elle révoqué ou varié toutefois et quantes.

ARTICLE III.

La Cour pourra envoyer en prison pour un terme n'excédant pas six semaines ou jusqu'au paiement de la somme dûe toute personne qui fera défaut dans le paiement de toute dette ou acompte qu'elle aura été adjugée par la Cour à payer.

Tel pouvoir d'emprisonnement ne sera exercé que sur preuve faite à la satisfaction de la Cour que la personne faisant défaut a les moyens ou a eu depuis la date du jugement les moyens de faire le paiement adjugé et dont elle est en défaut et qu'elle a refusé ou négligé ou refuse ou néglige de faire le dit paiement.

La preuve des moyens de la personne en défaut se fera de toute manière qui sera estimée recevable par la Cour qui, pour les besoins de telle preuve, pourra interroger sous serment le débiteur et autres témoins.

Une personne emprisonnée en vertu de cet article restera redevable non-obstant l'emprisonnement de tout ce qu'elle a été adjugée payer et qu'elle n'a pas payé et le créancier restera entier dans ses droits, actions et recours sur les biens tant meubles qu'immeubles de la personne comme si l'emprisonnement n'avait pas eu lieu.

Une personne emprisonnée en vertu de cet article qui fera paiement de la dette ou acompte à l'égard duquel elle était emprisonnée sera libérée par le Prévôt qui en fera rapport à la Cour.

ARTICLE IV.

(1) Lorsqu'un créancier prouve à la satisfaction du Baillif ou d'un des Jurés-Justiciers de la Cour

Royale qu'il y a raison de craindre que son débiteur est sur le point de quitter l'Ile, le Baillif ou tel Juré-Justicier, selon le cas, pourra ordonner l'arrêt de la personne du débiteur, lequel ordre ne sera accordé que pour une somme de dix livres et au-delà et sur un affidavit sermenté devant le Baillif, ou tel Juré-Justicier, selon le cas, lequel affidavit constatera

- (a) le nom et l'adresse du débiteur ;
- (b) le montant et la nature de la dette ;
- (c) la déclaration constatant les faits donnant raison au déclarant de craindre que le débiteur est sur son départ de l'Ile ;
- (d) qu'il s'est adressé sans succès au débiteur pour le paiement du montant dû ;
- (e) que l'absence de l'Ile du débiteur préjudiciera considérablement à l'action qu'il désire intenter.

(2) Dans cet article le créancier inclura le procureur, le gérant ou celui qui a la charge du commerce du créancier.

(3) Dans le cas où un ordre de faire arrêt de la personne aux fins de la section précédente est accordé, le dit ordre sera censé être le commencement de l'action et le créancier arrêtant sera censé dorénavant être l'acteur en cause et sera obligé, dans les huit jours qui suivront la date du dit ordre, de poursuivre la dite action contre le débiteur à voir la Cour confirmer l'arrêt, faute de quoi le dit ordre cessera d'avoir son effet, et le débiteur, s'il est arrêté, sera libéré.

(4) Le débiteur ne sera pas incarcéré s'il fournit à la satisfaction du Prévôt caution pour le montant réclamé, et dans tous cas pourra le Baillif ordonner que le débiteur ne sera pas incarcéré à condition qu'il prête serment devant le Baillif de ne pas quitter l'Ile sans la permission par écrit du Baillif. Celui qui, ayant prêté serment comme dessus, quittera ou essayera de quitter l'Ile sans la dite permission, sera

censé coupable du crime de parjure et pourra être arrêté soit par le Prévôt, soit par la Police Salariée de l'Ile.

(5) Et ne déroge cet article au droit du débiteur de s'adresser à la Cour pour une déclaration qu'il est en état de faillite et dans le cas où il fait cette demande, il ne sera pas emprisonné, et s'il est emprisonné aux fins de cette loi, il sera libéré de suite.

(6) Lors de l'exécution de l'ordre d'arrêt, le Prévôt sera tenu de livrer au débiteur une copie du dit ordre et de l'affidavit qui lui aura été fourni par le créancier.

TITRE II.

PROCÉDURES EN CAS DE RENONCIATION.

ARTICLE V.

La Cession est abolie.

ARTICLE VI.

Toute personne qui ne peut pas payer ses dettes pourra s'adresser à la Cour pour une déclaration qu'elle est en état de faillite (ci-après désignée "déclaration de faillite").

ARTICLE VII.

(1) Lorsqu'un débiteur s'adresse à la Cour pour une déclaration de faillite sa demande sera remise pour un mois pour entendre ses créanciers et la Cour nommera un Juré-Justicier pour Commis ainsi qu'un Comité des créanciers (ci-après désigné "Le Comité") pour surveiller et s'assurer des biens du débiteur. Dans quatre jours le débiteur dressera un inventaire de ses biens meubles et immeubles et une liste de ses dettes actives et passives sur la vérité desquels inventaire et liste le débiteur prêtera serment devant la Cour et le débiteur livrera les dits inventaire et liste au Comité avec sa déclaration.

Pendant le mois une assemblée des créanciers sera tenue et présidée par le Commis, à laquelle le débiteur sera présent afin de répondre aux questions qui pourront lui être posées par ses créanciers. Connaissance du lieu et de l'heure de la dite assemblée sera donnée par le Comité par une annonce dans la partie officielle de la *Gazette* de cette Ile et dans au moins un journal quotidien publié en cette ile en anglais au moins dix jours avant le jour de la dite assemblée et par une affiche au vestibule de la Cour et au porche de l'Eglise de la paroisse où le débiteur réside. Le débiteur en outre avertira par écrit tous les créanciers quatre jours pour le moins avant l'assemblée du lieu et de l'heure de la dite assemblée.

(2) Le débiteur, le jour où il s'adresse à la Cour pour une déclaration de faillite ou immédiatement après, livrera au Prévôt tous les livres, titres, papiers et autres documents ayant rapport à ses affaires, ainsi que tous ses effets mobiliers qui sont divisibles entre ses créanciers.

(3) Dans le cas où le débiteur néglige de remplir les devoirs imposés sur lui par cet article ou de livrer au Prévôt aucune partie de ses effets mobiliers qui est divisible entre ses créanciers et qui est dans sa possession ou sous son contrôle, il sera coupable d'un mépris de Cour et sera punissable par amende ou emprisonnement.

ARTICLE VIII.

Lorsque le débiteur s'adresse à la Cour pour une déclaration de faillite, il prêtera serment de ne pas quitter l'Ile sans la permission de la Cour jusqu'à ce que la Cour ait statué sur sa dite demande. Toute personne qui ayant pris tel serment, quitte ou essaye de quitter l'Ile sans telle permission, sera censée coupable de parjure et pourra être arrêtée par le Prévôt ou par la Police Salariée de l'Ile.

ARTICLE IX.

(1) Tout transfert de propriété, soit mobilière ou immobilière ou charge dessus fait, tout paiement fait, tout engagement contracté, et toute poursuite judiciaire prise ou subie, par un débiteur incapable de payer ses dettes à fur et mesure qu'elles deviennent dues des argents à lui appartenant, en faveur d'un créancier ou d'une personne en fidéicommiss pour un créancier quelconque, dans le but de donner à tel créancier une préférence sur les autres créanciers seront censés frauduleux et nuls vers le Comité si tels transfert, charge, paiement, engagement, ou poursuite judiciaire ont été faits, pris, subis, ou obtenus dans les trois mois qui auront précédé la demande du débiteur pour une déclaration de faillite.

(2) Ne seront nullement affectés par cet article les droits de celui qui aura acquis tels droits de bonne foi et pour valeur d'un créancier de débiteur ou ses ayants cause.

(3) Sujet aux dispositions précitées de cet article ayant rapport à l'effet de faillite sur l'annulation de certaines préférences, rien dans cette loi n'annulera en cas de faillite

- (a) un paiement par le débiteur à un de ses créanciers ;
- (b) un paiement ou livraison au débiteur ;
- (c) une cession ou transfert par un débiteur pour valeur ;
- (d) un contrat, affaire ou transaction par ou avec le débiteur pour valeur ; pourvu que les deux conditions qui ensuivent sont remplies, savoir :
 - (i) que le paiement, livraison, cession, transfert, contrat, affaire ou transaction, selon le cas, a eu lieu avant la date de la déclaration de faillite ; et
 - (ii) que la personne (autre que le débiteur) à, par ou avec qui le paiement, livraison,

cession, transfert, contrat, affaire ou transaction a été fait ou exécuté, n'a pas connaissance au moment du paiement, livraison, cession, transfert, contrat, affaire ou transaction, d'une demande à la Cour pour une déclaration que le débiteur est en état de faillite.

ARTICLE X.

Dans les assemblées générales des créanciers toute question qui leur sera soumise ayant rapport à l'administration ou à la réalisation des biens du débiteur ou à une offre d'arrangement de la part du débiteur sera décidée par la majorité des créanciers ordinaires présents, pourvu que les créanciers ordinaires présents représentent deux tiers de la totalité des créances ordinaires déclarées par le débiteur, sans préjudice toutefois aux droits de préférence.

ARTICLE XI.

A la fin du mois prescrit dans l'Article VII la Cour statuera sur la demande du débiteur pour une déclaration de faillite, après avoir entendu les créanciers ainsi que le rapport du Commis quant aux affaires du débiteur.

ARTICLE XII.

Tout débiteur qui a été déclaré par la Cour en état de faillite pourra s'adresser à la Cour en tout temps pour le bénéfice de la Renonciation.

ARTICLE XIII.

Lors de la demande d'un débiteur pour le bénéfice de la Renonciation, la Cour entendra les créanciers ainsi que le rapport du Commis quant à la conduite et aux affaires du débiteur, et pourra accorder ou refuser le bénéfice de la Renonciation ou suspendre

tel bénéfice pendant un délai spécifié ou lui accorder la renonciation sujet à telles conditions quant aux gains ou revenus qui pourraient être par après gagnés ou reçus par le débiteur ou quant à la propriété par après acquise par le débiteur et à toutes autres conditions que la Cour ordonnera.

(1) Pourvu toutefois que la Cour refusera le bénéfice de la Renonciation dans des cas où le débiteur a été trouvé coupable de fraude aux fins de cette loi ou d'un autre délit ou d'une félonie en rapport avec sa faillite à moins que pour des raisons spéciales la Cour décide autrement, et la Cour, sur preuve faite d'aucun des faits mentionnés à la section (2) de cet article; ou

(a) refusera le bénéfice de la renonciation; ou

(b) suspendra le bénéfice de la renonciation pendant une période qui ne sera pas moindre de deux ans, pourvu que cette période pourra être réduite à moins de deux ans si le seul fait prouvé de ceux mentionnés à la section (2) de cet article est que l'actif du débiteur n'est pas d'une valeur suffisante à payer dix chelins à la livre sur le montant de ses dettes ordinaires; ou

(c) suspendra le bénéfice de la renonciation jusqu'à ce qu'un dividende d'au moins dix chelins à la livre aura été payé aux créanciers; ou

(d) accordera le bénéfice de la renonciation à condition que le débiteur consente à un jugement en faveur du Comité pour aucune balance ou partie d'aucune balance de ses dettes non payées à la date de sa demande pour le bénéfice de la renonciation, laquelle balance sera payée des gains futurs du débiteur ou de sa propriété par après acquise de telle manière et sujet à telles conditions qui seront prescrites par la Cour. Tel jugement ne sera pourtant exécuté sans la per-

mission de la Cour, et telle permission pourra être donnée sur preuve faite que le débiteur, depuis sa demande pour le bénéfice de la renonciation a acquis de la propriété mobilière ou immobilière ou du revenu disponible, envers le paiement de ses dettes.

Pourvu toutefois que si, après les deux ans expirés depuis l'Acte de la Cour fait en vertu de cet article, le débiteur démontre à la Cour que selon toute probabilité raisonnable il ne sera jamais dans un état de pouvoir exécuter les conditions portées au dit acte, la Cour pourra modifier les conditions du dit acte ou d'aucun acte qui pourra y être substitué, de telle manière et sous telles conditions qu'il plaira à la Cour prescrire.

(2) Les faits auxquels référence est faite dans la section précédente sont les suivants :—

- (a) que l'actif du débiteur ne vaut pas dix chelins à la livre sur le montant de ses dettes ordinaires à moins qu'il ne démontre à la Cour que ce fait provient des circonstances pour lesquelles il ne peut pas être rendu responsable,
- (b) que le débiteur a omis de garder des livres de comptes d'usage dans son commerce qui révèlent suffisamment la conduite de ses affaires et sa position financière dans les trois ans qui auront précédé sa demande pour une déclaration de faillite,
- (c) que le débiteur a continué son commerce sachant qu'il était insolvable,
- (d) que le débiteur a contracté une dette sans avoir aucun espoir raisonnablement fondé de pouvoir la payer,
- (e) que le débiteur a négligé de rendre compte d'une manière satisfaisante d'aucune perte de son actif ou d'aucun manque de son actif,
- (f) que le débiteur a produit ou a contribué à sa faillite par des spéculations imprudentes et

hasardeuses ou par un excès injustifiable dans sa manière de vivre, ou par le jeu ou par une négligence coupable dans la conduite de ses affaires,

- (g) que le débiteur a mis aucun de ses créanciers à des frais inutiles par suite d'une défense frivole ou vexatoire à une action légalement intentée contre lui,
- (h) que le débiteur a, dans les trois mois qui auront précédé sa demande pour une déclaration de faillite, encouru des frais injustifiables en intentant une action frivole ou vexatoire,
- (i) que le débiteur, dans les trois mois qui auront précédé sa demande pour une déclaration de faillite, étant incapable de payer ses dettes lors dues a donné une préférence injuste à aucun de ses créanciers,
- (j) que le débiteur, dans les trois mois qui auront précédé sa demande pour une déclaration de faillite, a contracté des engagements dans le but de rendre son actif égal à dix chelins à la livre sur le montant de ses dettes ordinaires,
- (k) que le débiteur a été antérieurement déclaré en état de faillite ou a fait un arrangement avec ses créanciers,
- (l) que le débiteur a été coupable de fraude ou d'un abus de confiance frauduleux.

ARTICLE XIV.

Sujet aux conditions imposées par la Cour, un débiteur admis au bénéfice de la renonciation sera déchargé du paiement de ses dettes contractées avant sa demande pour une déclaration de faillite, à l'exception

- (a) d'une dette due à Sa Majesté ou à une personne pour une offense contre une loi ayant rapport au revenu public ou pour caution

donnée pour la comparution d'une personne accusée de crime;

- (b) d'une dette ou engagement encouru par le moyen de fraude ou d'un abus frauduleux de confiance auquel il fut partie, ou d'une dette ou engagement duquel il a obtenu acquit par fraude à laquelle il fut partie;
- (c) d'aucun engagement en vertu d'un jugement de la Cour contre lui dans une action pour le maintien d'un enfant illégitime.

Un débiteur ne sera déchargé de ces dettes qu'avec l'autorisation de la Cour et sous telles conditions qui seront prescrites par la Cour.

ARTICLE XV.

Sera coupable d'un délit et passible d'un emprisonnement qui n'excédera pas deux ans avec ou sans travail forcé tout débiteur qui a été déclaré par la Cour en état de faillite et n'a pas été admis sans condition au bénéfice de la renonciation qui

- (a) entreprend ou s'engage dans aucun commerce ou métier pour son propre compte;
- (b) n'obtempère pas aux conditions imposées par la Cour;
- (c) aura obtenu soit seul ou conjointement avec autrui, crédit d'une personne quelconque à un montant de dix livres et au-delà sans informer telle personne qu'il est ou qu'il a été en état de faillite;
- (d) aura obtenu crédit sous de faux prétextes ou par le moyen de fraude;
- (e) avec l'intention de frauder ses créanciers ou aucun d'eux aura fait une donation ou transfert de sa propriété soit mobilière ou immobilière ou aura consenti à une obligation ou enregistrement contre telle propriété;
- (f) avec l'intention de frauder ses créanciers aura caché ou enlevé aucune partie de sa pro-

priété depuis ou dans les deux mois qui auront précédé un jugement pour le paiement d'une dette par lui due.

TITRE III.

DES DÉBITEURS DONT LES AFFAIRES ONT ÉTÉ DÉCLARÉES EN ÉTAT DE DÉSASTRE PAR LES CRÉANCIERS.

ARTICLE XVI.

Tout débiteur dont les affaires ont été déclarées en état de désastre par ses créanciers arrêtauts à une assemblée tenue devant un Juré-Justicier, Commis de la Cour, pourra être actionné devant la Cour par les dits créanciers arrêtauts ou par un d'eux à voir la Cour déclarer que le débiteur est en état de faillite. Si la Cour le déclare la procédure dans ce cas sera la même que celle prescrite au Titre II de cette loi, et telle déclaration sera censée une demande par le débiteur pour une déclaration de faillite.

TITRE IV.

PROCÉDURE EN CAS DE FRAUDE.

ARTICLE XVII.

Dans le cas où les faits de fraude sont allégués de la part des créanciers contre un débiteur, la Cour pourra faire tel acte qu'elle croira raisonnable pour mettre les Officiers du Roi à même d'instituer des poursuites contre lui s'il y a lieu.

ARTICLE XVIII.

1. Tout débiteur qui aura obtenu une déclaration de faillite sera censé dans chacun des cas qui en suivent avoir commis un acte de fraude et sera coupable d'un délit et passible d'un emprisonnement qui n'excédera pas deux ans avec ou sans travail forcé

- (1) Si, du meilleur de sa connaissance, il ne révèle pas au Comité toute sa propriété soit mobilière ou immobilière et à qui, pour quel prix et à quelle date il en a disposée, sauf la partie de son actif qu'il aura vendue au cours de son commerce ou celle dont il aura disposé pour le maintien ordinaire de sa famille ;
- (2) S'il ne livre pas au Prévôt toute et telle partie de sa propriété dont il a la garde ou le contrôle et qu'il est tenu légalement de livrer ;
- (3) S'il ne livre pas au Prévôt, tous livres, documents, papiers et écrits en rapport avec sa propriété ou ses affaires dont il a la garde ou le contrôle ;
- (4) Si, après sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite, ou dans les six mois qui auront précédé telle demande, il cache aucune partie de sa propriété d'une valeur de dix livres ou au-delà ou cache aucune dette active ou passive ;
- (5) Si, après avoir demandé à la Cour une déclaration de faillite ou dans les six mois qui précèdent telle demande, il enlève frauduleusement aucune partie de son actif d'une valeur de dix livres ou au-delà ;
- (6) S'il omet de déclarer au Comité aucun fait matériel par rapport à ses affaires ;
- (7) Si, sachant ou croyant qu'une fausse dette a été présentée au Comité il omet pendant une période d'un mois d'en informer le Comité ;
- (8) Si, après sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite, il empêche la production d'un livre, document, papier ou écrit quelconque en rapport à ses affaires ;
- (9) Si, après sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite ou dans les six mois qui précèdent telle demande, il dissimule, détruit, mutilé ou falsifie ou qu'il participe

dans la dissimulation, destruction, mutilation ou falsification d'un livre ou document ayant rapport à son actif ou à ses affaires ;

- (10) Si, après sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite ou dans les six mois qui précèdent telle demande, il porte un faux détail ou qu'il participe dans la portée d'un faux détail dans un livre ou document quelconque ayant rapport à ses affaires ;
- (11) Si, après sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite ou dans les six mois qui précèdent telle demande, il se déssaisit frauduleusement d'un document quelconque ayant rapport à ses affaires ou change ou omet d'insérer un détail matériel dans tel document ou est complice à telle fraude ;
- (12) Si, après sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite ou dans les six mois qui précèdent telle demande, il essaye de rendre compte d'aucune partie de son actif par des pertes ou dépenses fictives.
- (13) Si, dans les six mois qui précèdent sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite, il a obtenu par fausses représentations ou autre fraude des biens à crédit et pour lesquels il n'a pas payé ;
- (14) Si, dans les six mois qui précèdent sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite, il obtient sous le faux prétexte d'exercer un commerce, et s'il est commerçant de trafiquer dans le cours ordinaire de son commerce, des biens à crédit et pour lesquels il n'a pas payé ;
- (15) Si, dans les six mois qui précèdent sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite, il met en gage ou dispose de biens quelconques qu'il a obtenus à crédit et pour lesquels il n'a pas payé, à moins que ce ne soit dans le cours ordinaire de son commerce ;

- (16) S'il est coupable d'aucune fausse représentation ou autre fraude dans le but d'obtenir le consentement de ses créanciers ou d'aucun d'entre eux à un accord quelconque en rapport avec ses affaires ;
- (17) Si, avec l'intention de frauder ses créanciers ou aucun d'eux, il a donné, livré ou transféré aucune partie de son actif ou a donné à un créancier une préférence au préjudice des autres ;
- (18) Si, après sa demande à la Cour pour une déclaration de faillite ou dans les six mois qui précèdent telle demande, il quitte l'Ile et emporte avec lui ou fait des essais ou des préparatifs pour quitter l'Ile et pour emporter aucune partie de son actif d'une valeur de Vingt livres sterling et au-delà, telle partie de son actif devant être légalement partagée entre ses créanciers.

2. Dans le cas où preuve des faits de fraude allégués aux fins des alinéas (1), (2), (3), (4), (6), (8), (9), (10), (14), (15) et (18) de cet article soit faite, la Cour ne condamnera pas le débiteur si le débiteur prouve qu'il n'avait aucune intention de frauder ou de cacher l'état de ses affaires.

TITRE V.

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX.

ARTICLE XIX.

(1) Lorsqu'un débiteur qui a été déclaré par la Cour en état de faillite reçoit un salaire ou un revenu quelconque ou a droit à une pension de retraite, la Cour, sur la demande du Comité, fera de temps à autre tel acte qu'elle croit équitable pour le paiement de l'entier ou d'une partie de tel salaire, revenu ou pension de retraite au dit Comité pour être appliqué de telle manière qui sera prescrite par la Cour,

(2) Une femme mariée qui gère un commerce ou métier indépendamment de son mari sera quant au dit commerce ou métier sujette aux dispositions de cette loi de la même manière que si elle n'était pas mariée.

(3) Lorsqu'une femme mariée déclarée en état de faillite possède de la propriété indépendamment de son mari dont le revenu n'est pas exigible d'avance, la Cour, sur la demande du Comité pourra ordonner que pendant tel temps qui sera fixé par la Cour, l'entier ou une partie de tel revenu sera payé au Comité pour être partagé entre les créanciers, eu égard aux moyens de la femme pour son maintien et celui de ses enfants.

(4) Un mari comme créancier de sa femme qui a été déclarée en état de faillite n'aura aucune réclamation pour un dividende en rapport avec de l'argent ou d'un meuble quelconque qu'il lui aura prêté ou confié pour les besoins de son commerce ou métier qu'après que les demandes des autres créanciers auront été liquidées.

(5) Lorsque le mari d'une femme mariée a été déclaré en état de faillite, tout argent ou meuble quelconque que telle femme aura prêté ou confié à son mari pour les besoins de son commerce ou métier sera censé faire partie de l'actif du mari, et sa femme comme créancière, n'aura aucune réclamation pour un dividende qu'après que les demandes des autres créanciers auront été liquidées.

ARTICLE XX.

Toute personne qui sciemment aidera un débiteur insolvable à enlever, détourner, dissimuler ou détériorer partie de ses biens, ou qui recevra ou cachera des effets appartenant à un débiteur insolvable au préjudice de ses créanciers, sera passible en Police Correctionnelle d'un emprisonnement qui n'excédera pas six mois avec ou sans travail forcé ou d'une amende à discrétion de Justice qui n'excédera pas £250 sterling.

ARTICLE XXI.

La Cour Royale est autorisée à passer toutes et telles Ordonnances qu'elle croira nécessaires tant pour la mise à exécution de cette loi, que pour régler la procédure, la manière de faire preuve des dettes, les droits respectifs des créanciers, le priorité de dettes et l'admission et le rejet de preuves.

ARTICLE XXII.

Sont et demeurent rappelées excepté en ce qui concerne les demandes pour le bénéfice de la renonciation ou de la cession faites avant l'enregistrement de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil sanctionnant la présente loi—

- (a) la partie de la loi ayant rapport à la Renonciation et à la Cession sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 20 décembre 1825 enregistré sur les Records de cette Ile le 31 décembre 1825 ;
- (b) la loi supplémentaire ayant rapport à la Renonciation volontaire et à la Cession sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 12 décembre 1891 enregistré sur les Records de cette Ile le 28 décembre 1891 ;
- (c) la loi ayant rapport à l'arrêt par un créancier de la personne de son débiteur et à la Cession et la Renonciation volontaire sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 13 mai 1901 enregistré sur les Records de cette Ile le premier juin 1901.

ARTICLE XXIII.

Cette loi viendra en force à telle date qui sera fixée par la Cour Royale dans les deux mois à partir de celle de l'enregistrement de l'Ordre de Sa Majesté en Conseil la sanctionnant.

QUERTIER LE PELLEY,
Greffier du Roi.

[TRANSLATION.]

**LAW RELATING TO DEBTORS AND
RENUNCIATION.****PART I.****IMPRISONMENT FOR DEBT.****ARTICLE I.**

With the exceptions in this Article and Article III of this law, no person shall in future be arrested or imprisoned for making default in payment of a sum of money.

There shall be excepted from the operation of the above enactment :—

(1) Default in payment of a penalty, or sum in the nature of a penalty, other than a penalty in respect of any contract or agreement :

(2) Default by a trustee or person acting in a fiduciary capacity in payment of any sum in his possession or under his control which he shall have been ordered by the Court to pay :

(3) Default in payment for the benefit of creditors of any part of his salary or other income in respect of which the Court has ordered payment.

(4) Default in payment of any sum in respect of the payment of which the Court is authorized to order imprisonment.

Provided that in the aforementioned cases no person shall be imprisoned for a longer period than one year.

ARTICLE II.

The Court may order the payment of the whole of a debt at a fixed date, or it may order that payment shall be made by instalments of such amounts and at such times as it shall think fit. Every act of the Court ordering payment of debts either in

full or by instalments may be revoked or varied by it at any time.

ARTICLE III.

The Court may commit to prison for a term not exceeding six weeks or until payment of the sum due, any person who makes default in payment of any debt or instalment of any debt which the Court shall have ordered him to pay.

Such power of imprisonment shall only be exercised where it is proved to the satisfaction of the Court that the person making default either has or has had since the date of the order the means to pay the sum in respect of which he has made default, and has refused or neglected, or refuses or neglects to pay the same.

Proof of the means of the person making default may be given in such manner as the Court thinks just, and for the purposes of such proof the Court may examine on oath the debtor and any other witnesses.

A person imprisoned under this article shall notwithstanding his imprisonment continue liable for all that he has been ordered to pay and which he has not paid, and a creditor shall retain all his rights, claims and remedies against the movable and immovable property of such person in the same manner as if the imprisonment had not taken place.

Any person imprisoned under this Article who pays the debt or instalment in respect of which he has been imprisoned shall be discharged out of custody by the Prévôt who shall make a report thereon to the Court.

ARTICLE IV.

(1) Where a creditor proves to the satisfaction of the Bailiff or a Jurat of the Royal Court that there is reason to fear that his debtor is about to leave

the Island, the Bailiff or such Jurat, as the case may be, may order the arrest of the person of the debtor; such order shall only be granted in respect of a sum of Ten pounds or more and upon an affidavit sworn before the Bailiff, or such Jurat, as the case may be, which shall contain :—

- (a) the debtor's name and address;
- (b) the amount and nature of the debt;
- (c) the declaration stating the facts which lead the declarant to fear that the debtor is about to leave the Island;
- (d) that he has applied unsuccessfully to the debtor for payment of the sum due;
- (e) that the debtor's absence from the Island would considerably prejudice the action he desires to commence.

(2) In this Article a creditor shall include the attorney or the person managing or in charge of the business of the creditor.

(3) Where an order to arrest the person for the purposes of the preceding sub-section is granted, such order shall be deemed to be the commencement of an action and such creditor shall be deemed thereafter to be the plaintiff in such action and shall within eight days of the date of the said order pursue such action against the debtor to see the Court confirm the arrest, in default of which the said order shall cease to have effect, and the debtor, if arrested, shall be liberated.

(4) The debtor shall not be imprisoned, if he furnishes security to the satisfaction of the Prévôt for the amount claimed; and in any case the Bailiff may order that the debtor shall not be imprisoned on his taking an oath before the Bailiff not to leave the Island without the permission in writing of the Bailiff. Any person who, having taken such oath, leaves or attempts to leave the Island without such permission shall be deemed guilty of perjury and

may be arrested either by the Prévôt, or by the Island Police.

(5) This Article in no way derogates from the right of the debtor to apply to the Court for a declaration that he is insolvent and, on his making such application he shall not be imprisoned, and if he is imprisoned under this law he shall be liberated at once.

(6) At the time of the execution of the order to arrest, the Prévôt shall serve the debtor with a copy of such order and of the affidavit with which the creditor has furnished him.

PART II.

PROCEDURE IN CASES OF RENUNCIATION.

ARTICLE V.

Cession is abolished.

ARTICLE VI.

Every person who is unable to pay his debts may apply to the Court for a declaration that he is insolvent (hereinafter referred to as a declaration of insolvency).

ARTICLE VII.

(1) When a debtor applies to the Court for a declaration of insolvency, his application shall be adjourned for one month to enable his creditors to be heard, and the Court shall name a Jurat as Commissioner and a Committee of creditors (hereinafter called "the Committee") to supervise and secure the estate of the debtor. Within four days the debtor shall prepare an inventory of his movable

and immovable property and a list of his assets and liabilities as to the truth of which inventory and list the debtor shall take an oath before the Court and the debtor shall present the said inventory and list to the Committee with his declaration.

During the month a meeting of creditors shall be held and presided over by the Commissioner, at which the debtor shall be present in order to answer any questions which may be put to him by his creditors. Notice of the place and time of such meeting shall be given by the Committee by an announcement in the official part of the *Gazette* of this Island and in at least one daily newspaper published in English in this island at least ten days before the day of such meeting and by a notice posted in the vestibule of the Court and in the Church porch of the parish where the debtor resides. The debtor shall also give notice in writing to all his creditors at least four days before the meeting of the place and time of such meeting.

(2) The debtor shall, on the day he applies to the Court for a declaration of insolvency, or immediately afterwards, deliver to the Prévôt all books, titles, papers and other documents having reference to his affairs, and all his movable property which is divisible amongst his creditors.

(3) If a debtor neglects to perform the duties imposed on him by this Article or to deliver to the Prévôt any part of his movable property which is divisible among his creditors and which is in his possession or under his control, he shall be guilty of a contempt of Court and shall be punishable by fine or imprisonment.

ARTICLE VIII.

When the debtor applies to the Court for a declaration of insolvency, he shall take an oath not to leave the Island without the permission of the

Court until the Court has adjudicated on such application. Any person who, having taken such oath, leaves or attempts to leave the Island without such permission shall be deemed guilty of perjury and may be arrested either by the Prévôt or the Island Police.

ARTICLE IX.

(1) Every conveyance of property, whether movable or immovable, or charge thereon made, every payment made, every obligation incurred, and every judicial proceeding taken or suffered by any person unable to pay his debts as they become due from his own money in favour of any creditor or any person in trust for any creditor, with a view of giving such creditor a preference over the other creditors shall, if such conveyance, charge, payment, obligation, or judicial proceeding has been made, taken, suffered or obtained within three months prior to the debtor's application for a declaration of insolvency, be deemed fraudulent and void as against the Committee.

(2) This Article shall not affect the rights of any person making title in good faith and for valuable consideration through or under a creditor of the bankrupt.

(3) Subject to the foregoing provisions of this article with respect to the effect of insolvency on the avoidance of certain preferences, nothing in this law shall invalidate, in the case of insolvency :

- (a) any payment by the debtor to any of his creditors ;
- (b) any payment or delivery to the debtor ;
- (c) any conveyance or assignment by the debtor for valuable consideration ;
- (d) any contract, dealing or transaction by or with the debtor for valuable consideration ;

Provided that both the following conditions are complied with, namely :—

- (i.) that the payment, delivery, conveyance, assignment, contract, dealing or transaction, as the case may be, takes place before the date of the declaration of insolvency; and
- (ii.) that the person (other than the debtor) to, by, or with whom the payment, delivery, conveyance, assignment, contract, dealing, or transaction was made, executed, or entered into, has not at the time of the payment, delivery, conveyance, assignment, contract, dealing, or transaction, notice of an application to the Court for a declaration of the debtor's insolvency.

ARTICLE X.

In general meetings of creditors every question submitted with regard to the administration or realisation of the debtor's property or an offer of composition by the debtor shall be decided by the majority of unsecured creditors present, provided that such creditors present represent two-thirds of the total unsecured liabilities declared by the debtor, without prejudice nevertheless to preferential claims.

ARTICLE XI.

At the end of the month prescribed in Article VII, the Court shall adjudicate upon the debtor's application for a declaration of insolvency, after having heard both the creditors and the Commissioner's report regarding the debtor's affairs.

ARTICLE XII.

Every debtor who has been declared by the Court to be insolvent, may at any time apply to the Court for the benefit of renunciation.

ARTICLE XIII.

On the hearing of the application of a debtor for the benefit of renunciation, the Court shall hear the creditors and the Commissioner's report as to the debtor's conduct and affairs, and may either grant or refuse the benefit of renunciation or suspend such benefit for a specified time, or grant renunciation subject to such conditions with respect to any earnings or income which may afterwards be earned or received by the debtor or with respect to his after-acquired property and to such other conditions as the Court may order.

(1) Provided always that the Court shall refuse the benefit of renunciation where the debtor has been found guilty of fraud under this law or of any other misdemeanour or felony connected with his insolvency, unless for special reasons the Court otherwise determines, and the Court shall, on proof of any of the facts mentioned in section (2) of this Article, either

- (a) refuse the benefit of renunciation; or
- (b) suspend the benefit of renunciation for a period of not less than two years, provided that this period may be reduced to less than two years if the only fact proved of those mentioned in section (2) of this Article is that the debtor's assets are not of a value sufficient to pay ten shillings in the pound on the amount of his ordinary debts; or
- (c) suspend the benefit of renunciation until a dividend of not less than ten shillings in the pound has been paid to the creditors; or
- (d) grant the benefit of renunciation on condition that the debtor consents to judgment being entered against him in favour of the Committee of his creditors for any balance or part of any balance of the debts owed by him at the date of his application for the benefit

of renunciation, such balance to be paid out of the future earnings or after-acquired property of the debtor in such manner and subject to such conditions as the Court may direct. Execution shall not be issued on such judgment without leave of the Court, which leave may be given on proof that the debtor has since his application for the benefit of renunciation acquired property whether movable or immovable or income available towards payment of his debts.

Provided that if at any time after the expiration of two years from the date of the order of the Court made under this Article, the debtor satisfies the Court that there is no reasonable probability of his ever being in a position to comply with the terms of the order, the Court may modify the terms of the order or of any substituted order, in such manner and upon such conditions as it may think fit.

(2) The facts referred to in the preceding section are :—

- (a) that the debtor's assets are not of a value equal to ten shillings in the pound on the amount of his unsecured liabilities, unless he satisfies the Court that this fact has arisen from circumstances for which he cannot justly be held responsible,
- (b) that the debtor has omitted to keep such books of account as are usual in the business carried on by him and as sufficiently disclose his business transactions and financial position within the three years immediately preceding his application for a declaration of insolvency,
- (c) that the debtor has continued to trade after knowing himself to be insolvent,
- (d) that the debtor has contracted any debt without reasonable ground of expectation of being able to pay it,

- (e) that the debtor has failed to account satisfactorily for any loss of assets or for any deficiency of assets,
- (f) that the debtor has brought on, or contributed to his bankruptcy by rash and hazardous speculations, or by unjustifiable extravagance in living, or by gambling, or by culpable neglect of his business affairs,
- (g) that the debtor has put any of his creditors to unnecessary expense by a frivolous or vexatious defence to any action properly brought against him,
- (h) that the debtor has, within three months preceding the date of his application for a declaration of insolvency, incurred unjustifiable expense by bringing a frivolous or vexatious action,
- (i) that the debtor has, within three months preceding his application for a declaration of insolvency, when unable to pay his debts as they become due, given an undue preference to any of his creditors,
- (j) that the debtor has, within three months preceding his application for a declaration of insolvency, incurred liabilities with a view of making his assets equal to ten shillings in the pound on the amount of his unsecured liabilities,
- (k) that the debtor has, on any previous occasion, been declared insolvent or made a composition with his creditors,
- (l) that the debtor has been guilty of any fraud or any fraudulent breach of trust.

ARTICLE XIV.

Subject to the conditions imposed by the Court, a debtor admitted to the benefit of renunciation shall be discharged from payment of his debts con-

tracted before his application for a declaration of insolvency except :

- (a) a debt due to the Crown or to a person for any offence against a law relating to the public revenue or for bail given for the appearance of a person accused of crime.
- (b) a debt or liability incurred by means of any fraud or fraudulent breach of trust to which he was a party, or a debt or liability whereof he has obtained a discharge by any fraud to which he was a party :
- (c) any liability under a judgment of the Court against him in an action under an affiliation order.

A debtor shall not be discharged from these debts except with the authority of the Court and subject to such conditions as may be prescribed by the Court.

ARTICLE XV.

Shall be guilty of a misdemeanour and liable to imprisonment which shall not exceed two years with or without hard labour a debtor who has been declared in a state of insolvency by the Court and who has not been unconditionally admitted to the benefit of renunciation,

- (a) who undertakes or engages in a trade or business whatsoever on his own account,
- (b) who neglects or fails to comply with any condition imposed by the Court,
- (c) who either alone or jointly with another obtains credit to the extent of Ten pounds or upward from any person without informing him that he is or has been insolvent,
- (d) who has obtained credit under false pretences or by means of fraud;
- (e) who, with intent to defraud his creditors or any of them, has made any donation or transfer of either his movable or immovable

- property or has consented to a bond or registration against such property ;
- (f) who, with intent to defraud his creditors has concealed or removed any part of his property since or within two months preceding a judgment for the payment of a debt due by him.

PART III.

DEBTORS WHOSE AFFAIRS HAVE BEEN DECLARED IN A STATE OF "DÉSASTRE" BY THE CREDITORS.

ARTICLE XVI.

Any debtor whose affairs have been declared in a state of "désastre" by his arresting creditors at a meeting held before a Jurat as Commissioner of the Court, may be summoned before the Court by such arresting creditors or by one of them to hear the Court declare that the debtor is insolvent. If the Court so declare the procedure in this case shall be the same as that prescribed in Part II of this law, and such declaration shall be deemed to be an application by the debtor for a declaration of insolvency.

PART IV.

PROCEDURE IN CASES OF FRAUD.

ARTICLE XVII.

Where acts of fraud are alleged by creditors against a debtor, the Court may make such order as it thinks reasonable to give an opportunity to the Law Officers to examine such acts of fraud and institute proceedings against him if necessary.

ARTICLE XVIII.

1. Any debtor who has obtained a declaration of insolvency shall be deemed in each of the following

cases to have committed a fraudulent act and shall be guilty of a misdemeanour and liable to imprisonment not exceeding two years with or without hard labour.

- (1) If he does not to the best of his knowledge disclose to the Committee all his property whether movable or immovable, and to whom and for what consideration and when he disposed of any part thereof, except such part as has been disposed of in the ordinary way of his trade (if any) or laid out in the ordinary expense of his family;
- (2) If he does not deliver up to the Prévôt all such part of his property as is in his custody or under his control and which he is required by law to deliver up;
- (3) If he does not deliver up to the Prévôt all books, documents, papers and writings in his custody or under his control relating to his property or affairs;
- (4) If, after his application to the Court for a declaration of insolvency, or within six months next before such application, he conceals any part of his property to the value of ten pounds or upwards, or conceals any debt due to or from him;
- (5) If, after having applied to the Court for a declaration of insolvency, or within six months next before such application, he fraudulently removes any part of his property to the value of ten pounds or upwards;
- (6) If he makes any material omission in any statement to the Committee relating to his affairs;
- (7) If, knowing or believing that a false debt has been presented to the Committee he fails for the period of a month to inform the Committee thereof;
- (8) If, after his application to the Court for a

declaration of insolvency, he prevents the production of any book, document, paper or writing relating to his affairs;

- (9) If, after his application to the Court for a declaration of insolvency, or within six months next before such application, he conceals, destroys, mutilates or falsifies, or is privy to the concealment, destruction, mutilation or falsification of any book or document relating to his affairs;
- (10) If, after his application to the Court for a declaration of insolvency, or within six months next before such application, he makes or is privy to the making of false entry in any book or document relating to his affairs;
- (11) If, after his application to the Court for a declaration of insolvency, or within six months next before such application, he fraudulently parts with, alters, or makes any omission in, or is privy to the fraudulently parting with, altering, or making any omission in, any documents relating to his affairs;
- (12) If, after his application to the Court for a declaration of insolvency, or within six months next before such application, he attempts to account for any part of his property by fictitious losses or expenses;
- (13) If, within six months next before his application to the Court for a declaration of insolvency, he, by any false representation or other fraud, has obtained any goods on credit and has not paid for the same;
- (14) If, within six months next before his application to the Court for a declaration of insolvency, he obtains under the false pretence of carrying on business and, if a trader, of dealing in the ordinary way of his trade, any

property on credit and has not paid for the same;

- (15) If, within six months next before his application to the Court for a declaration of insolvency, he pledges or disposes of any property which he has obtained on credit and has not paid for, unless such pledging or disposing is in the ordinary way of his trade;
- (16) If he is guilty of any false representation or other fraud for the purpose of obtaining the consent of his creditors or any of them to an agreement with reference to his affairs;
- (17) If, with intent to defraud his creditors or any of them, he has given, delivered up or transferred any part of his assets or given a creditor preference to the prejudice of the others;
- (18) If, after his application for a declaration of insolvency or within six months next before such application, he leaves the Island and takes away with him or attempts or prepares to leave the Island and to take away any part of his assets of the value of £20 and over, which should by law be divided amongst his creditors;

2. Where an act of fraud alleged under any of sub-sections (1), (2), (3), (4), (6), (8), (9), (10), (14), (15) and (18) of this Article is proved, the Court shall not convict the debtor if he proves that he had no intent to defraud or to conceal the state of his affairs.

PART V.

GENERAL REGULATIONS.

ARTICLE XIX.

(1) Where a debtor who has been declared by the Court to be insolvent is in receipt of a salary

or income or is entitled to a pension, the Court, upon the application of the Committee shall from time to time make such order as it thinks just for the payment of the salary, income or pension, or any part thereof to the said Committee to be applied by them in such manner as the Court may direct.

(2) A married woman carrying on a business or trade independently of her husband shall, in respect of such business or trade, be subject to the provisions of this law in the same manner as if she were unmarried.

(3) Where a married woman who has been declared insolvent has separate property the income of which is subject to a restraint on anticipation, the Court shall have power, on the application of the Committee to order that, during such time as the Court may order, the whole or some part of such income be paid to the Committee for distribution amongst the creditors, having regard to the means of subsistence available for such woman and her children.

(4) Where a married woman has been declared insolvent, her husband shall not be entitled to claim any dividend as a creditor in respect of any money or other movable property lent or entrusted by him to his wife for the purposes of her trade or business until all claims of the other creditors of his wife have been satisfied.

(5) Where the husband of a married woman has been declared insolvent, any money or other movable property of a wife lent or entrusted by her to her husband for the purpose of his trade or business shall be treated as assets of his estate, and the wife shall not be entitled to claim any dividend as a creditor in respect of any such money or other estate until all claims of the other creditors of her husband have been satisfied.

ARTICLE XX.

Any person who knowingly aids an insolvent to remove, misappropriate, conceal or destroy any part of his property, or who receives, or conceals goods belonging to an insolvent to the prejudice of his creditors, shall be liable on summary conviction to imprisonment for a term not exceeding six months with or without hard labour or to a fine at the discretion of the Court not exceeding £250.

ARTICLE XXI.

The Royal Court is authorized to pass all such Ordinances as it may deem necessary for the carrying out of this law, for regulating procedure, the manner of proving debts, the respective rights of creditors, the priority of debts and the admission and rejection of proofs.

ARTICLE XXII.

Are and remain repealed except as concerns applications for the benefit of Renunciation or Cession made prior to the registration of His Majesty's Order in Council sanctioning this Law

- (a) that part of the Law relating to Renunciation and Cession sanctioned by Order of His Majesty in Council dated 20th December, 1825, registered on the Records of this Island the 31st December, 1825;
- (b) the supplementary law relating to Voluntary Renunciation and Cession sanctioned by Order of Her Majesty in Council of the 12th December, 1891; registered on the Records of this Island the 28th December, 1891;
- (c) the law relating to the arrest by a creditor of his debtor's person and voluntary Cession

and Renunciation sanctioned by Order of His Majesty in Council of the 13th May, 1901, registered on the Records of this Island on the 1st June, 1901.

ARTICLE XXIII.

This law shall come into force at a date which shall be fixed by the Royal Court within two months of the *Registration of His Majesty's Order* in Council sanctioning the same.

QUERTIER LE PELLEY,
His Majesty's Greffier.